

LES PAUVRES:

Des touristes en vacances?



Claude Snow

10 février 2018

LA QUESTION DE LA PAUVRETÉ RÉDUITE À UNE SIMPLE BANALITÉ

Le dossier de la pauvreté est confié au ministre du Tourisme, John Ames¹

ICI  nouveau-brunswick



John Ames.
ministre du Tourisme, NB

Le 5 septembre 2017, le premier ministre du NB annonce que le dossier de la pauvreté est confié au ministre du Tourisme. Le rapport entre les deux est loin d'être évident et la décision a suscité la critique. Cet impair témoigne d'une profonde méconnaissance du problème de la pauvreté et des moyens à prendre pour y faire face.

¹ ICI Nouveau-Brunswick, le 7 septembre 2017. Voir: <http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1054744/strategie-reduction-pauvrete-nouveau-brunswick-brian-gallant>

Lettre de mandat: http://www2.gnb.ca/content/dam/gnb/Corporate/pdf/MandateLetters_LettresMandat/JohnAmes-TPC.pdf

LA SOCIÉTÉ

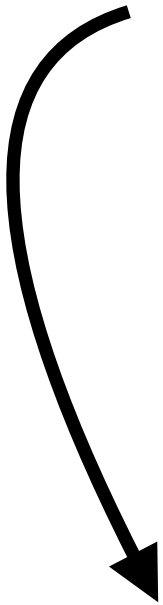
EST SOUVENT COMPARÉE À UNE BOÎTE DE 40 CRAIES



- Officiellement, seule la rangée du haut vit dans la pauvreté (6 sur 40).
- En raison des diverses limitations qu'ont les gens, il faut ajouter une rangée et demie de plus.
- Ces personnes vivent aussi une forme de pauvreté, ce qui fait en tout 17 sur 40.

L'UNIVERS DES PAUVRES

BEAUCOUP PLUS QU'UN MANQUE À GAGNER



Manque à gagner
Insolvabilité



Analphabétisme
Troubles d'apprentissage



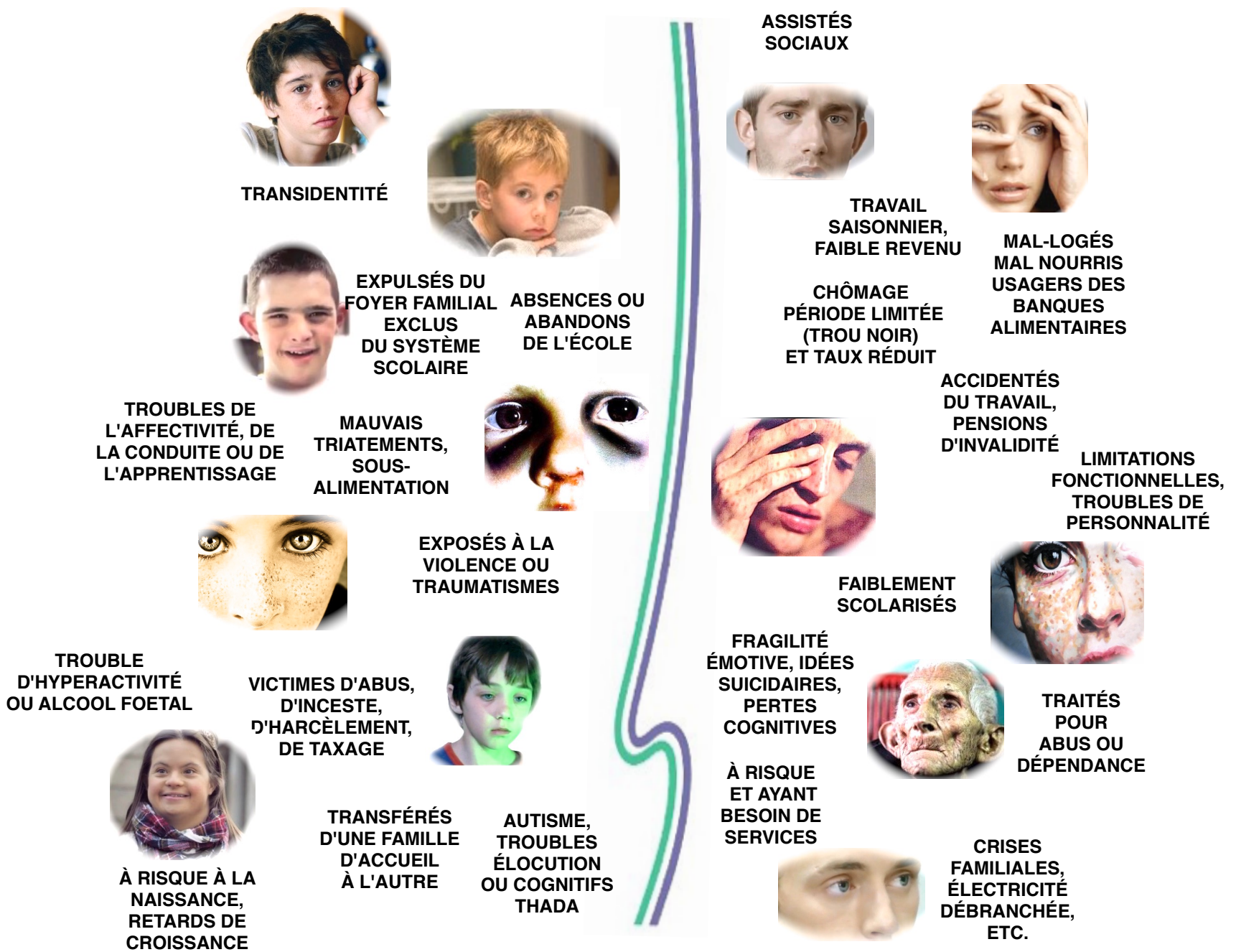
Fragilité
Instabilité



Isolement, rejet
Réseau d'appui limité

L'INDIVIDUALISATION

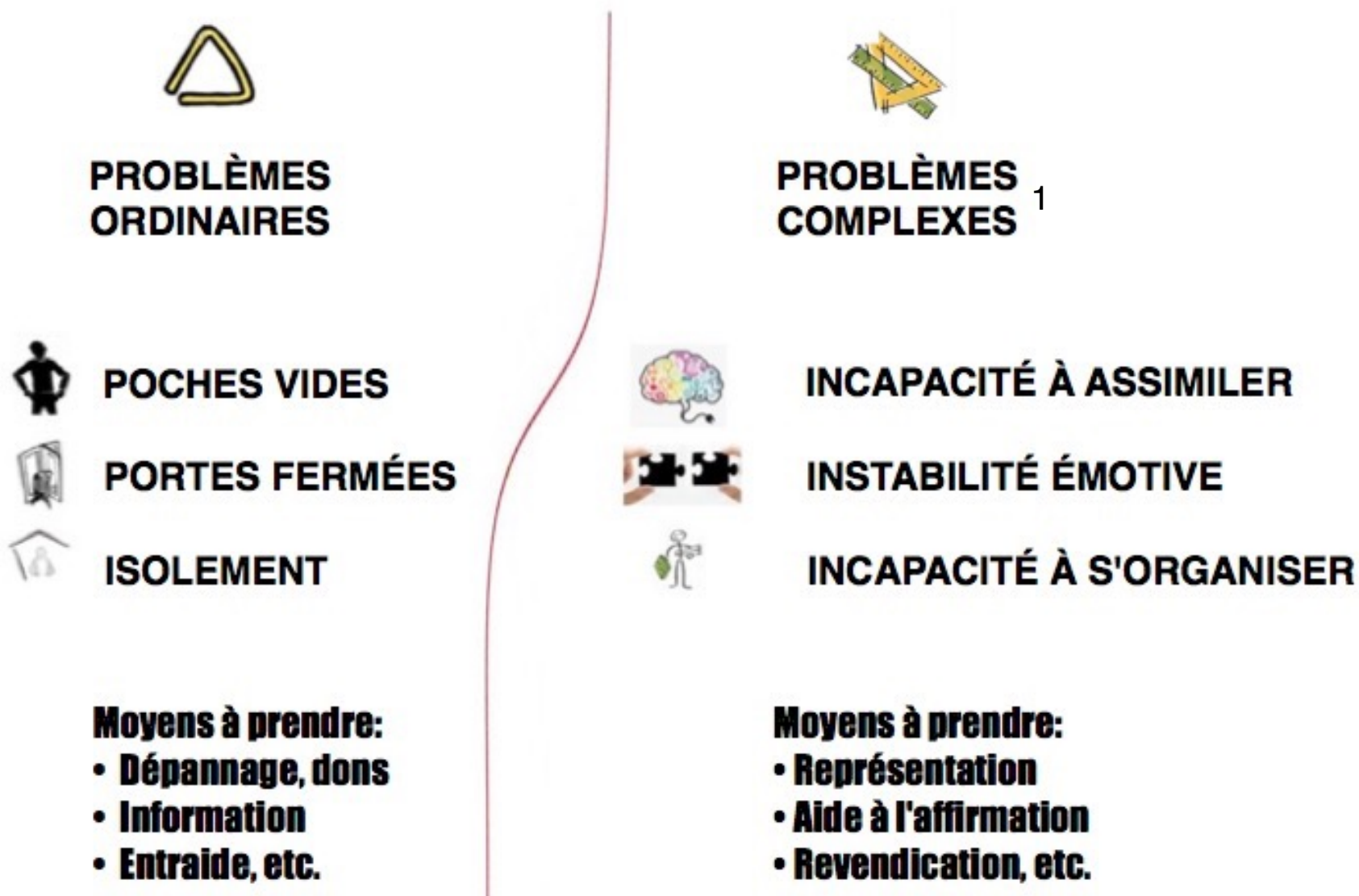
CONSISTE À TENIR COMPTE DES CIRCONSTANCES



La pauvreté est plus qu'une question financière ou médicale. Jusqu'à 3 enfants sur 10 et 7 adultes sur 10 sont éprouvés.

ALLER AU FOND DES CHOSES

POUR MIEUX COMPRENDRE LES CAUSES

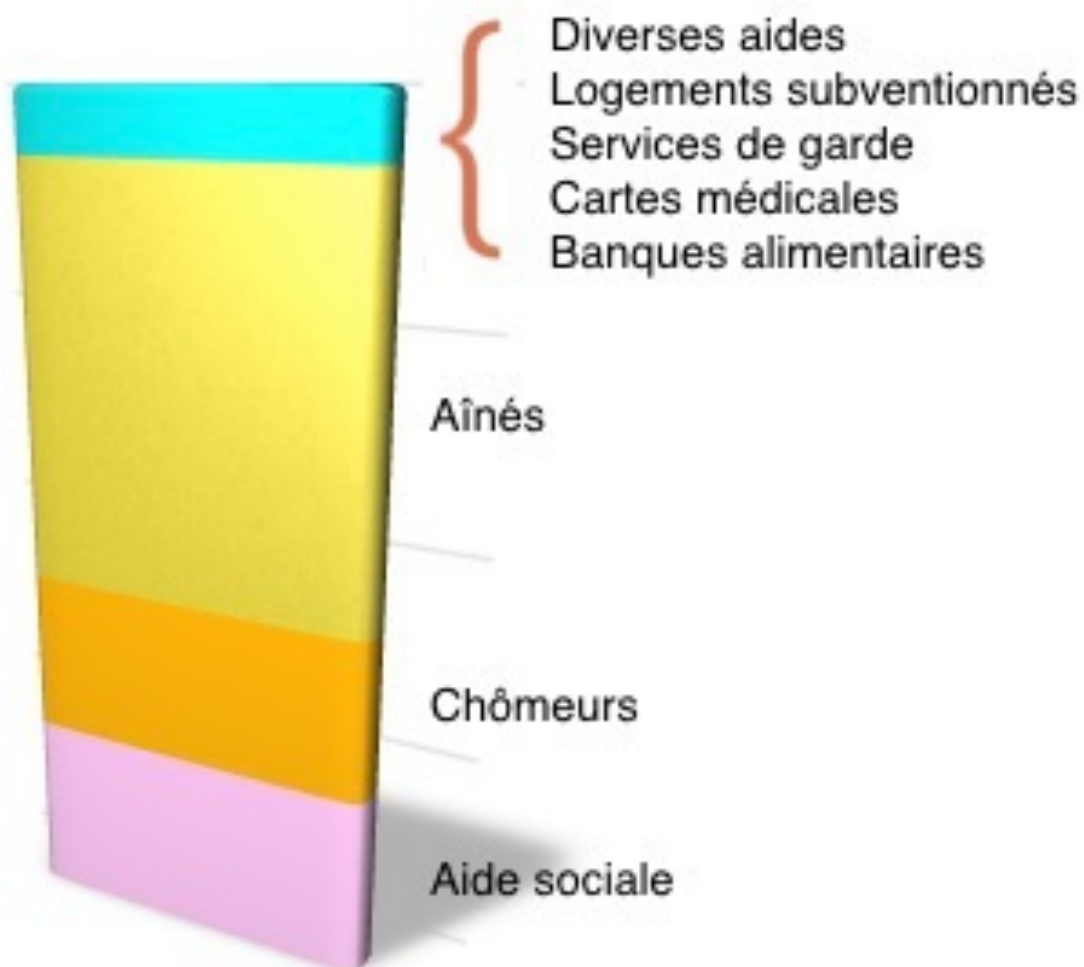


IL FAUT DES MOYENS PARTICULIERS DANS LE CAS DES PROBLÈMES COMPLEXES.

¹ Selon Marshall Clemens, les cas complexes sont uniques en leur genre, ils sont sans précédents, les réactions sont imprévisibles et incohérentes et les solutions sont difficiles à trouver. Voir: www.idiagram.com/CP/cpprocess.html

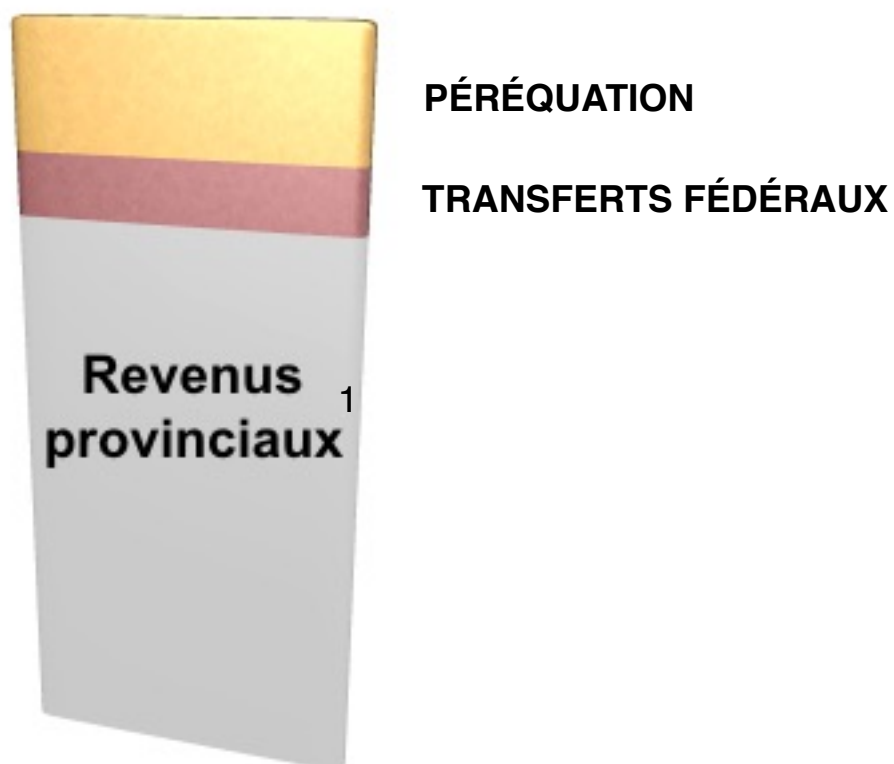
LE TIERS DE LA POPULATION

DÉPEND D'UNE AIDE GOUVERNEMENTALE



LE NB AUSSI EST PAUVRE

LE QUART DE SON BUDGET PROVIENT D'OTTAWA



¹ En 2006-2007, le budget du NB était de 6,3 G\$. Rapporté dans L'Acadie Nouvelle du 24 juin 2006.
CLAUDE SNOW 2018 02 01 2918

LA PAUVRETÉ CHEZ LES AÎNÉS

40 % SONT À FAIBLE REVENU



**Tous ceux qui touchent un revenu fixe
sont affectés par l'écart croissant
entre leur revenu et le coût de la vie.**

¹ **Seuls les individus ayant un revenu de moins de 16 728 \$ par année et les couples ayant moins de 40 080 \$ par année peuvent toucher le SRG.**

SOURCES: SRC, *Téléjournal national*, 21 décembre 2015.

Pour le SRG: www.servicecanada.gc.ca/fra/services/pensions/sv/publications/sv_pension.shtml#supplement-revenu-garanti

CLAUDE SNOW 2015 12 01 2760

LE MANQUE À GAGNER

LA SOMME VERSÉE EST LA MOITIÉ DU COÛT RÉEL

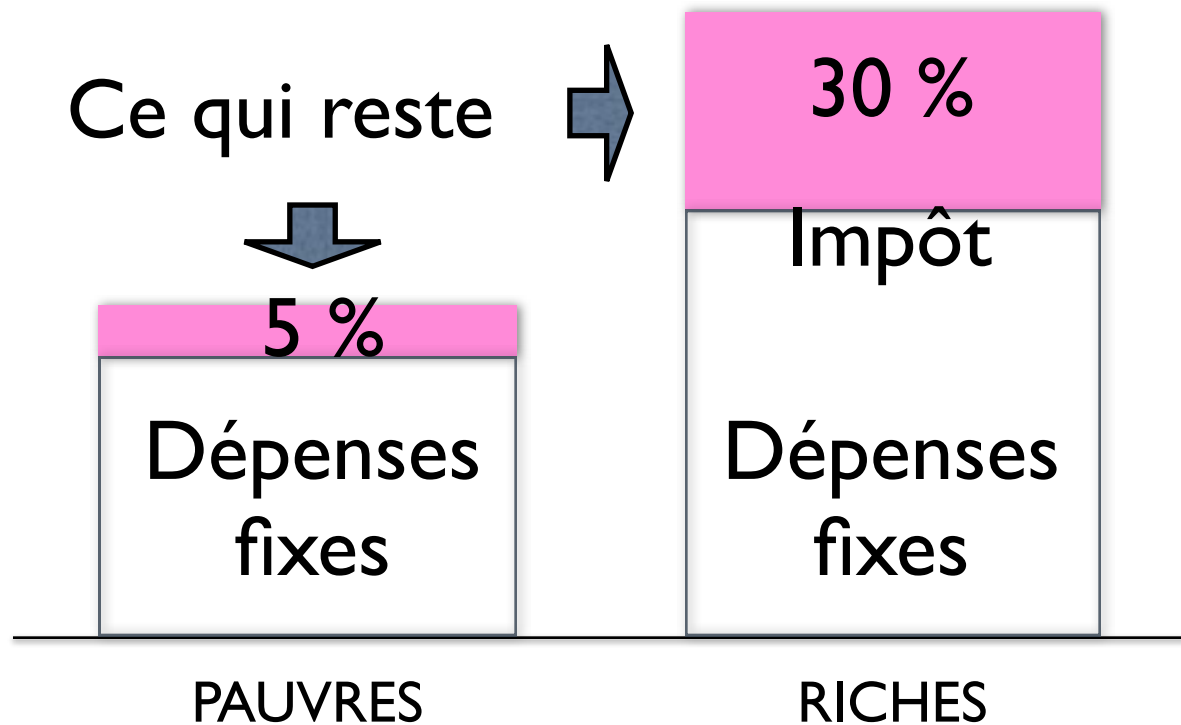
Entrée de fonds		Sortie de fonds	
Aide sociale		Logement	400 \$
		Nourriture	200 \$
		Électricité, téléphone	120 \$
		Vêtements, transport	60 \$
		Articles ménagers	20 \$
		Soins personnels, entretien	40 \$
		Médicaments non couverts	20 \$
		Paiements de dettes	40 \$
		Autres dépenses	37 \$
TOTAL:	537 \$	TOTAL:	937 \$¹

**Il n'est pas étonnant que les gens soient anxieux.
Ils sont placés dans une situation intenable.**

¹Assistance versée par mois aux personnes seules, en 2018.

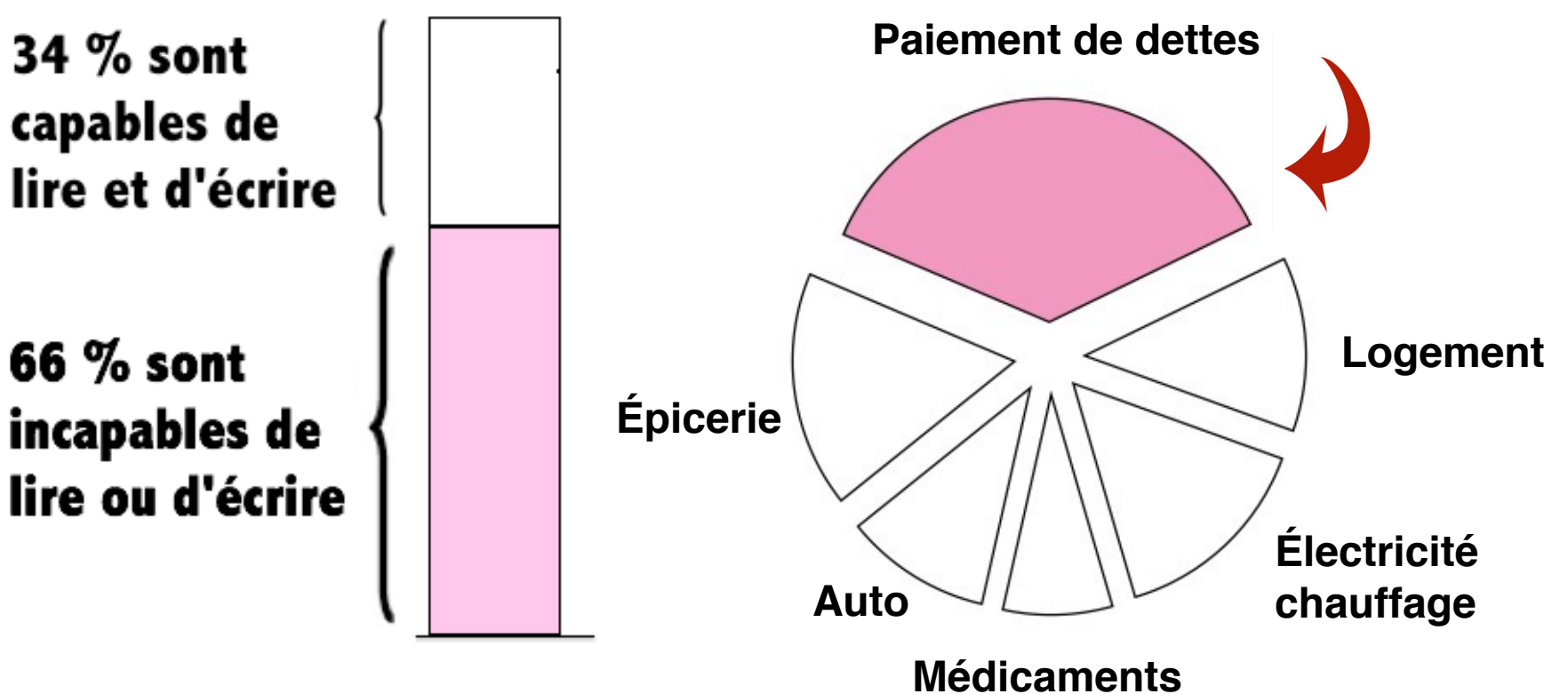
CE QUI REND FRAGILES ET ANXIEUX

LA MARGE DE MANOEUVRE TROP RÉDUITE



L'ANALPHABÉTISME ET L'ENDETTEMENT

QUI ALIMENTENT L'IMPUISSANCE ET L'INSÉCURITÉ



Les gens empruntent ici et là pour arriver, mais ces dettes doivent ensuite être remboursées.

LA JUSTICE SOCIALE

REPOSE SUR LA JUSTICE DISTRIBUTIVE

Partage égal



À tous la même chose

Partage selon le mérite



À chacun selon le mérite et l'effort

Partage selon le droit



À chacun selon le droit de recevoir

Partage variable



Donner plus à celui qui a moins

LE PARTAGE ÉGAL N'EST PAS TOUJOURS ÉQUITABLE.

VALEURS SOCIALES CANADIENNES ENCHÂSSÉES DANS LA CONSTITUTION



- **Égalité des chances**
- **Services comparables**
- **Péréquation (redistribution)**

Constitution

ÉROSION DU MINIMUM VITAL QUI ÉTAIT ASSURÉ JADIS DANS LA LOI RAPC ¹



- **Financement public ²**
- **Gestion publique**
- **Normes de qualité**

Loi RAPC

¹ Régime d'assistance publique du Canada, une loi autorisant à taxer pour financer l'aide sociale et à transférer des montants aux provinces. La loi assurait l'accès aux services sociaux et à un niveau de revenu minimum garanti à toute personne dans le besoin, du berceau au tombeau. Adoptée en 1966, révoquée en 1995.

² Partage des coûts à parts égales entre le fédéral et les provinces.

LE SYSTÈME PUBLIC

OFFRE UNE PROTECTION SOCIALE ÉQUITABLE

INITIATIVES PERSONNELLES	AIDE PUBLIQUE
Libre choix	Partage obligatoire
Générosité	Droit légal au secours
Accès variable	Universalité
Financement fluctuant	Financement sécurisé
Qualité de service inéqale	Qualiité selon les normes
Aide aux «bonnes» familles pauvres	Critères d'admissibilité

*Quand le secours est basé sur le mérite et les privilèges,
on ouvre la porte aux jugements de valeur et aux préjugés.*

LA RÈGLE DE L'ÉQUITÉ

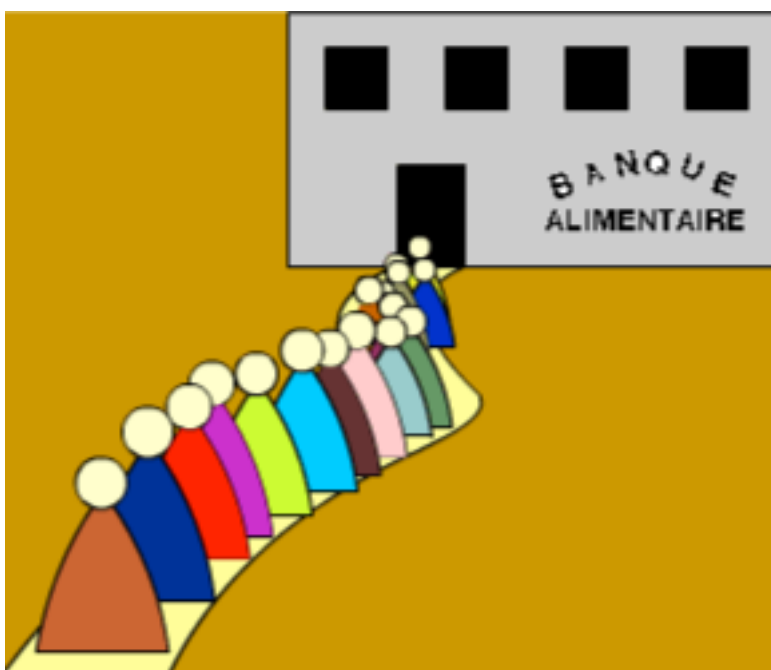
FAIRE APPEL À LA CONSCIENCE ET À LA JUSTICE NATURELLE

EXEMPLES DE RÈGLES ÉQUITABLES

Information	Fournir à l'appelant la preuve intégrale avant son audience pour qu'il puisse se défendre
Langue	Délai d'attente équivalent pour une réponse, que la correspondance soit en anglais ou en français
Transport	Établir dans la règle des indemnités différentes, variant selon les disparités
Téléphone	Installer des lignes 1-800 dans les services publics pour que tous aient un accès gratuit aux services

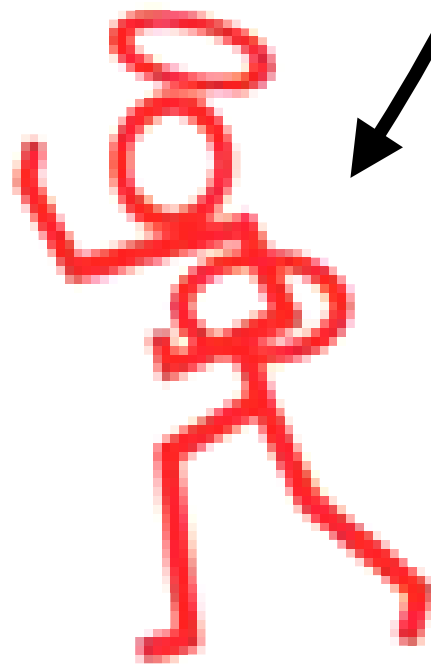
CE QUE L'ÉTAT VEUT:

UN PLUS GRAND NOMBRE DE BONS SAMARITAINS



La main ouverte, aussi bienveillante qu'elle puisse être, ne peut jamais remplacer un système public d'aide sociale.

L'approche samaritaine est nécessaire quand l'État est impuissant face à la pauvreté, mais plus les gens donnent, plus il se retire et les règles demeurent les mêmes.



COUP DE POING À LA SÉCURITÉ SOCIALE



Jean Chrétien

Je vais faire adopter une loi
qui va supprimer ces garanties.

Les transferts aux
provinces seront réduits
de

6 milliards \$ par année !



Source: La Loi d'exécution du budget, ch. 17, adoptée en 1995, a abrogé le Régime d'assistance publique du Canada (art. 31 et 32).

RETOUR AUX PAROISSES?	
Avant 1930	Paroisses, aumône, taxes locales
1930-1995	Construction du filet de sécurité, régime fiscal
Depuis 1995	Trous dans le filet
À l'avenir	Plus de filet du tout?

LA JUSTICE SOCIALE

SES DÉTRACTEURS PRÊCHENT LA PRÉVOYANCE INDIVIDUELLE



André Bédard,
ex-prés. Banque nationale

Il faut abolir le chômage pour les saisonniers, même fermer les régions où il n'y a que du travail saisonnier, et obliger les gens à se déplacer ailleurs pour aller se chercher du travail.¹



Keith Godin,
Institut Fraser

Ceux qui sont au salaire minimum sont surtout des jeunes qui vivent chez leurs parents. Si on hausse le salaire minimum, cela va causer la perte de milliers d'emplois.

LA THÉORIE DE LA SUEUR VERSÉE

PLUS ON TRAVAILLE, PLUS ON MÉRITE



Edward Younkens

Ma liberté vient de Dieu. L'État n'a pas le droit de me priver de ma liberté en m'imposant quoi que ce soit. Je ne suis pas d'accord de donner mon argent à d'autres qui n'ont rien fait ou qui ne travaillent pas.³

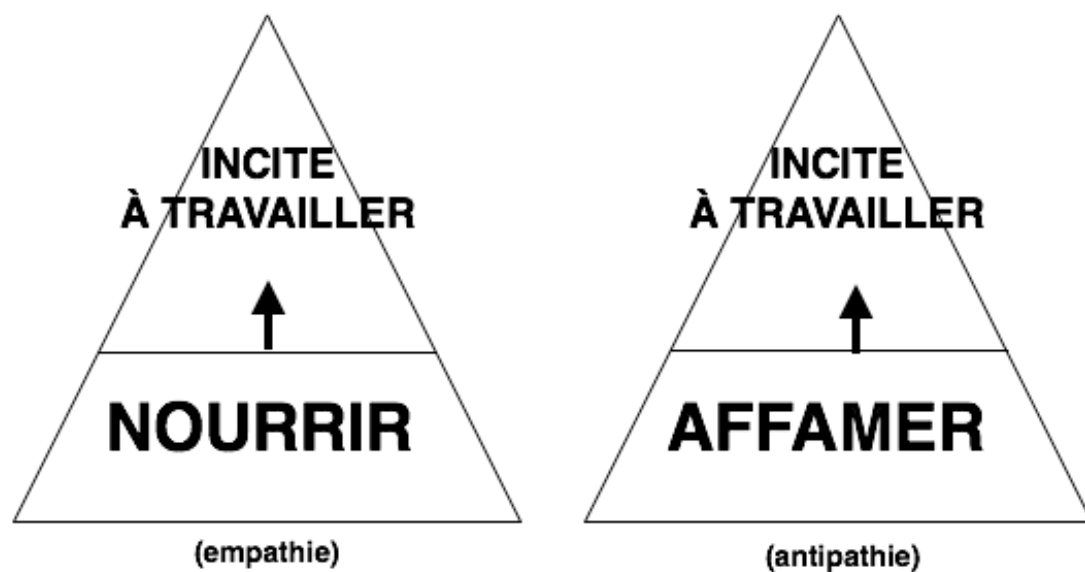
¹ Reportage de Manon Cornellier, Presse canadienne, publié dans l'Acadie Nouvelle du 19 avril 1995.

² Rapporté dans l'Acadie Nouvelle du 8 janvier 09.

³ Le Québécois libre, à <http://www.quebecoislibre.org/010707-13.htm>

DEUX APPROCHES À L'INCITATION

NOURRIR OU COUPER LES VIVRES?



DISSUADER LA PAUVRETÉ

EN IMPOSANT DES PEINES?



Pierre Pettigrew, ministre
Ress. humaines Canada

La meilleure façon de rendre service aux jeunes, c'est en leur rendant l'accès au chômage plus difficile. En restant aux études plus longtemps, ils seront ensuite plus heureux au travail.

Source: L'Acadie Nouvelle, 27 mai 1998.



Lorne Mitton,
maire de Moncton

Depuis que nous avons rendu illégale la mendicité pacifique, les commerçants sont contents. Ils ne sont plus dérangés et les mendiants sont de moins en moins visibles.

Source: L'Acadie Nouvelle du 3 août 2004.

CHOIX BUDGÉTAIRES

L'ARGENT VA-T-IL AU BON ENDROIT?

La table de Lazare en 2014
Où va l'argent des taxes?

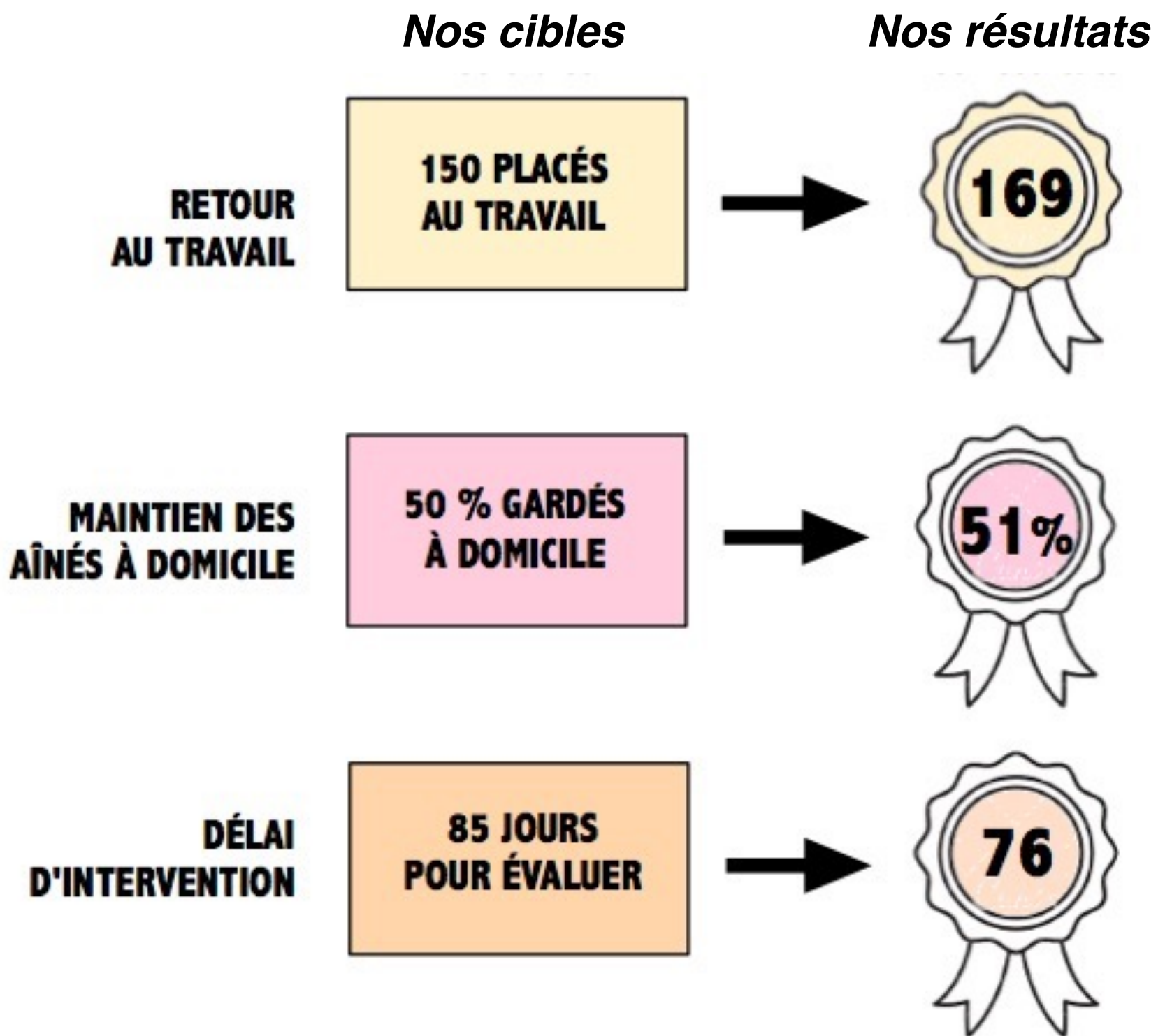


Budget fédéral
2010-2011

Source: Dépenses fédérales, 2010-2011.
CLAUDE SNOW 2014 03 01 2605

LA COMPLAISANCE

L'OBLIGATION DE RÉSULTAT: UN MODÈLE POMPEUX



Ce modèle ne mesure pas la qualité des services.

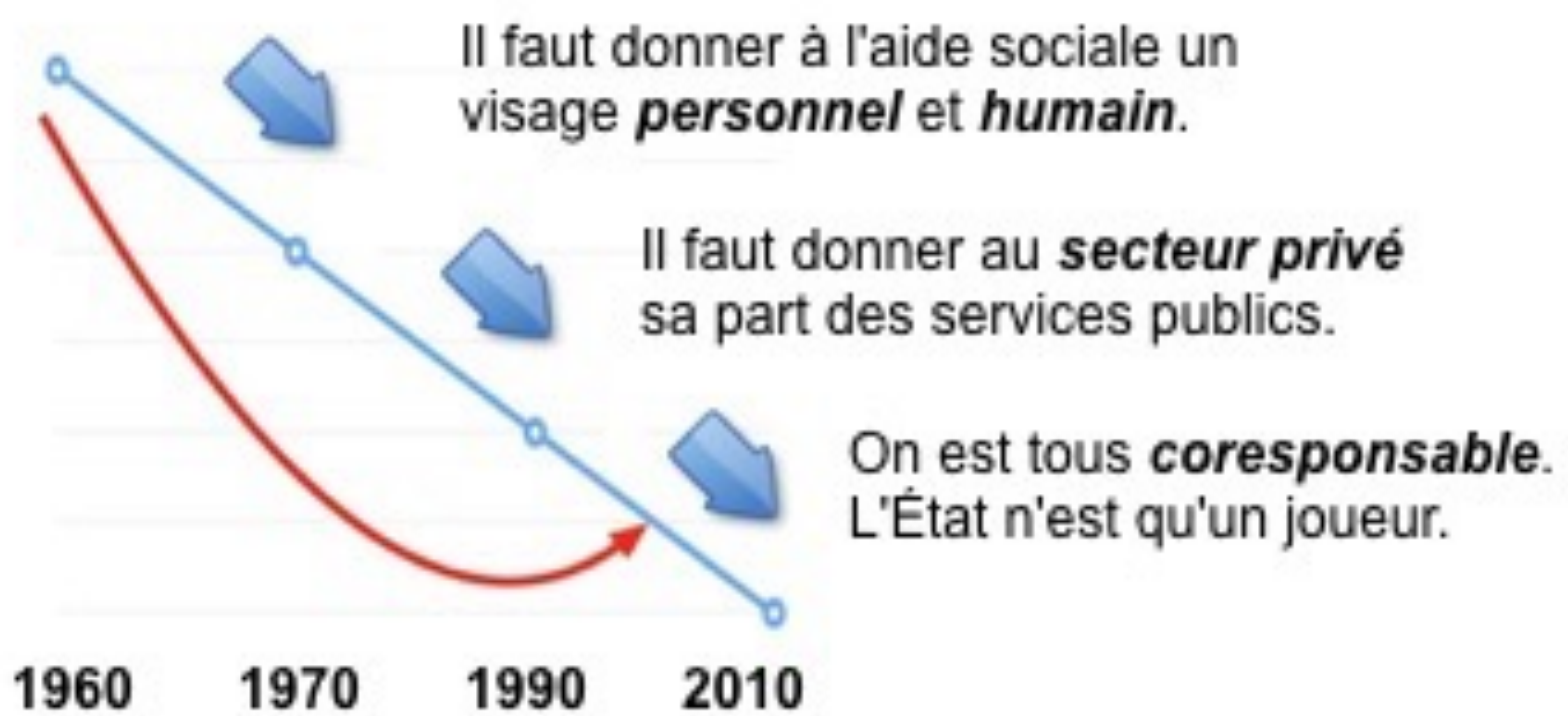
Source: Ministère du Développement social du NB, rapport annuel, 2016-2017.

CLAUDE SNOW 2018 01 01 2908

DE L'AIDE PUBLIQUE À LA BIENFAISANCE

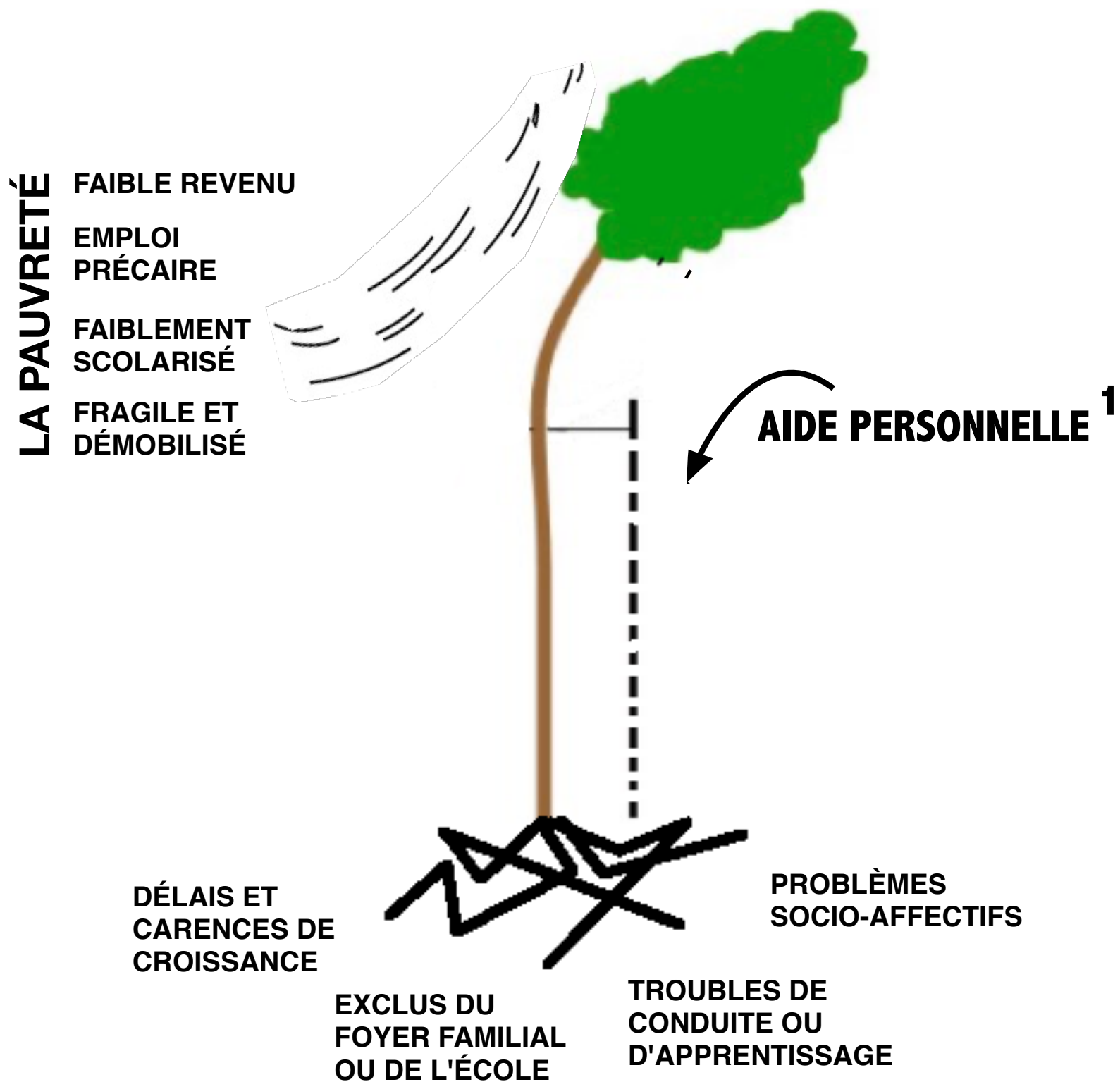
L'ÉROSION DES SERVICES A DÉBUTÉ VERS 1990

Les services d'aide doivent être des **services publics**.



L'AFFAIBLISSEMENT DES STRUCTURES

LES PLUS FRAGILES ONT BESOIN DE TUTEURS



Aux racines desséchées s'ajoutent les assauts du vent.

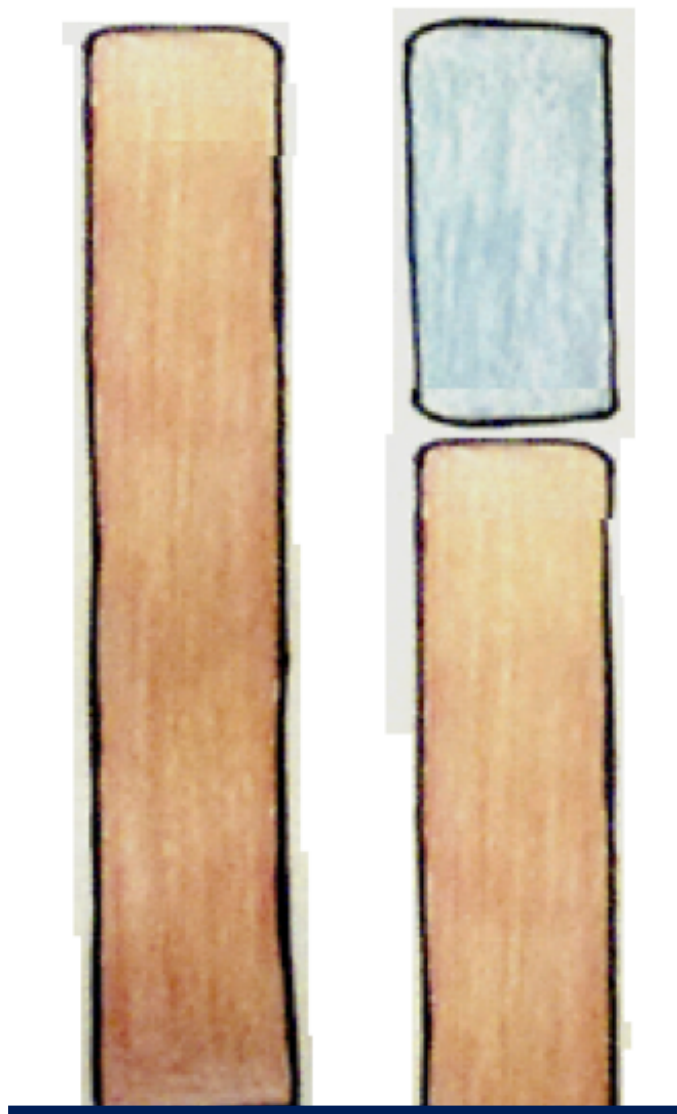
¹ Les services d'aide personnelle, qui accompagnaient jadis l'aide financière, ont été diminués ou supprimés. Ces services comprenaient des évaluations à domicile, de l'accompagnement, de la médiation et de la représentation.

CLAUDE SNOW 2017 12 01 2900

SECOURIR LES PAUVRES

QUI DOIT COMBLER LA DIFFÉRENCE?

Avant:
le financement
de l'aide sociale
était assuré à
100 % par les
fonds publics

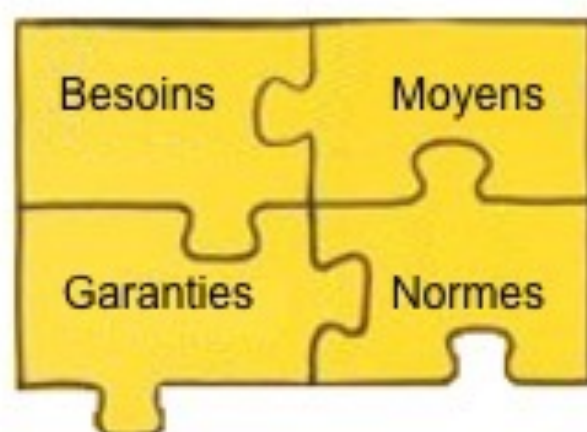


- *le secteur privé?*
- *la communauté?*
- *les oeuvres de charité?*
- *chacun pour soi?*

Maintenant:
une partie
seulement du
financement
provient des
fonds publics

SECOURIR CEUX DANS LE BESOIN

IL FAUT UN SYSTÈME COHÉRENT ET ORGANISÉ



LES PAUVRES:

Oppression et affirmation

LES MANOEUVRES DÉLOYALES

UN MANQUE D'ÉCOUTE ET DE DILIGENCE

- Il n'informe pas
- Il n'écoute pas
- Il ne tient pas parole
- Il décide verbalement
- Il fait des visites surprises
- Les règles sont trop dures
- Les besoins réels sont ignorés
- Le silence, avant la sécurité
- Les preuves sont inaccessibles
- La bonne foi ne compte pas

LA FAUTE À PERSONNE

FONCTIONNER EN SILO, PLUTÔT QU'EN RÉSEAU



Juli-Anna St. Peter
2004, Woodstock

**Elle est morte
par crainte de
partager
l'information**

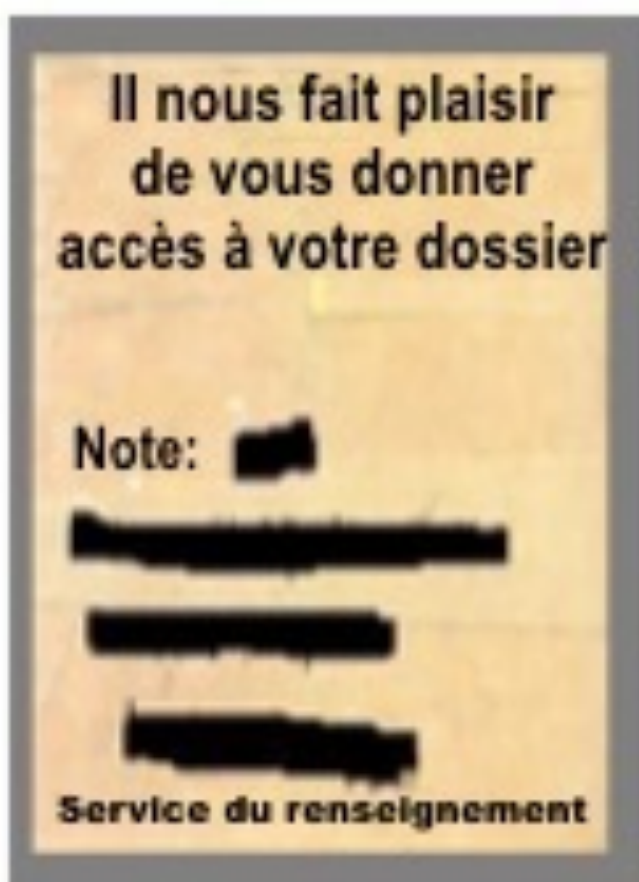


Ashley Smith,
19 ans

**Elle est morte
faute d'avoir
compris sa
détresse**

**5 infanticides ont eu lieu de 1994 à 2004,
faut d'avoir pu discerner entre l'obligation
d'informer et celle de garder le secret.**

**RÉDUISONS D'ABORD L'INDIGNITÉ,
PUIS APRÈS, SI POSSIBLE, LA PAUVRETÉ**



«Nous devons
protéger nos
sources...»

**L'HUMILIATION FAIT PLUS MAL QUE LA FAIM
ET ELLE EST PIRE QUE LE DÉNUEMENT MATÉRIEL**



LES DOSSIERS ÉLECTRONIQUES

DÉSHUMANISENT LES PROBLÈMES SOCIAUX

AVANT
*On décrivait
la situation
particulière*

MAINTENANT
*On coche
seulement des
oui et des non*

Nom: Situation familiale: _____ _____ _____ État du logement: _____ _____ _____ Problèmes de santé: _____ _____ _____	Nom: Famille: <input checked="" type="checkbox"/> isolée vit avec d'autres Logement: <input checked="" type="checkbox"/> foyer d'accueil chambre et pension appartement Santé: peu d'appétit trouble du sommeil <input checked="" type="checkbox"/> diabète, etc.
---	--

LA MESQUINERIE

UN MANQUE D'INTÉGRITÉ INTELLECTUELLE



JOUER SUR LES MOTS

«participation active»
plutôt que «travail
obligatoire»



JARGON

«J'ai vérifié votre H₂O
et elle est correcte.»



QUESTIONS PIÈGES

«Comment allez-vous
rembourser votre trop-perçu?»
(en présupposant que le trop-
perçu est fondé)



MANIPULATION

«Comment faites-vous pour
arrondir les fins de
mois?» (pour prouver que la
personne reçoit un montant
non déclaré)

ACHARNEMENT ET ENVAHISSEMENT

ENQUÊTES SECRÈTES ET CULTURE DU SECRET



Les enquêtes sont autorisées par la loi, mais elles donnent lieu souvent à des situations dramatiques. Il faut beaucoup de démarches ensuite pour rétablir l'assistance.

SOU MIS À PLUS DE CONTRAINTES

QUE LES AUTRES CITOYENS POUR TOUCHER DES BÉNÉFICES



S'engager

- à céder tous ses revenus
- à liquider ses avoirs
- à tout révéler

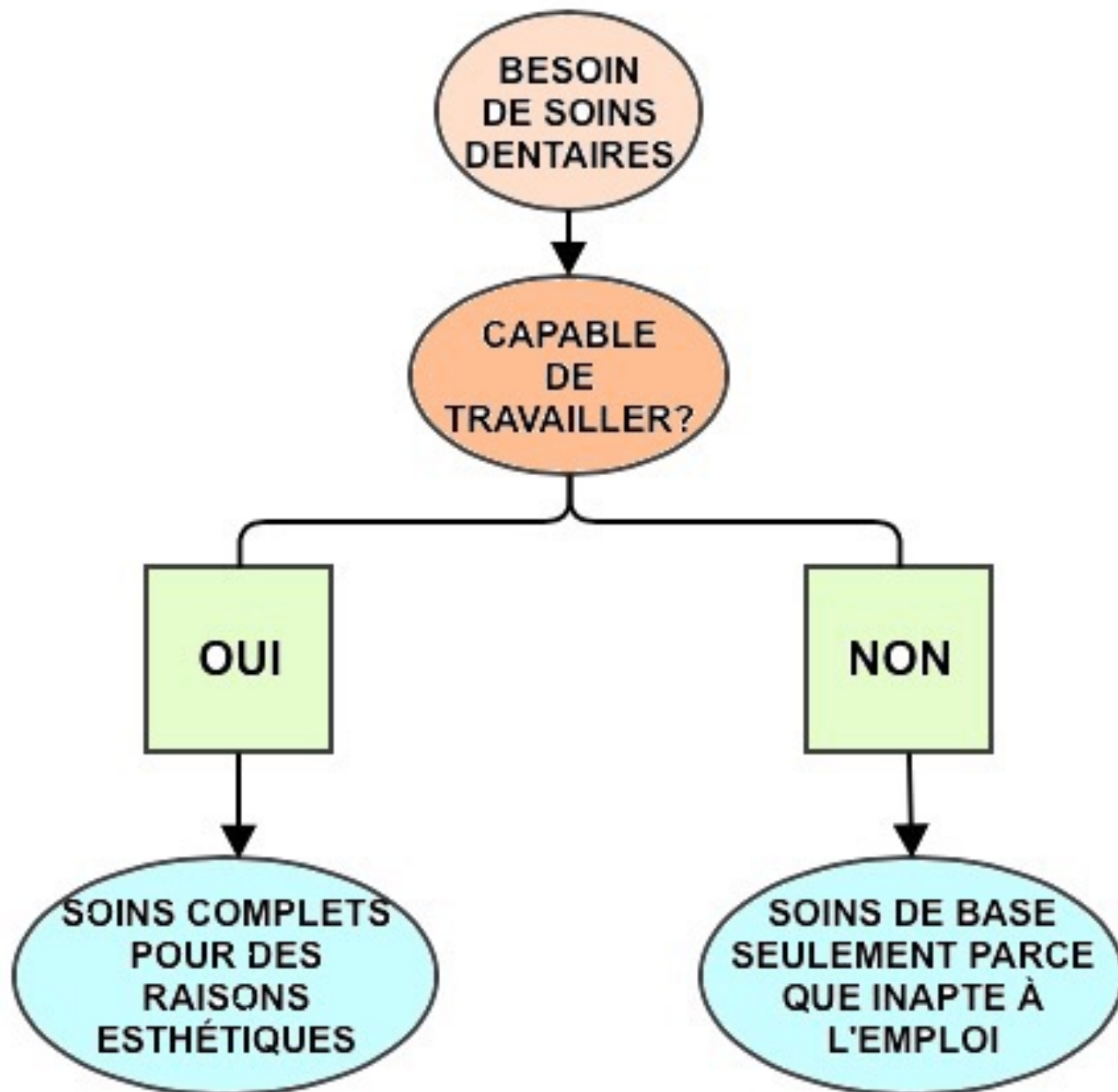
Autoriser l'État

- à parler aux banques
- à parler à Revenu Canada
- à parler aux employeurs
- à parler au Bureau de crédit
- à parler aux voisins

3 600 enquêtes auprès des assistés sociaux, au NB, en 2003-2004.

LES POLITIQUES DISCRIMINATOIRES

SONT-ELLES MORALEMENT DÉFENDABLES?



LES POLITIQUES À DEUX POIDS

UN VILLAGE, UN PONT ET 2 POLITIQUES DIFFÉRENTES

50 \$
EN AIDE
D'URGENCE

150 \$
EN AIDE
D'URGENCE



**PONT
LAFRANCE**



**QUAND LES CIRCONSTANCES SONT COMPARABLES,
LA RÈGLE DE L'UNIFORMITÉ DOIT S'APPLIQUER.¹**

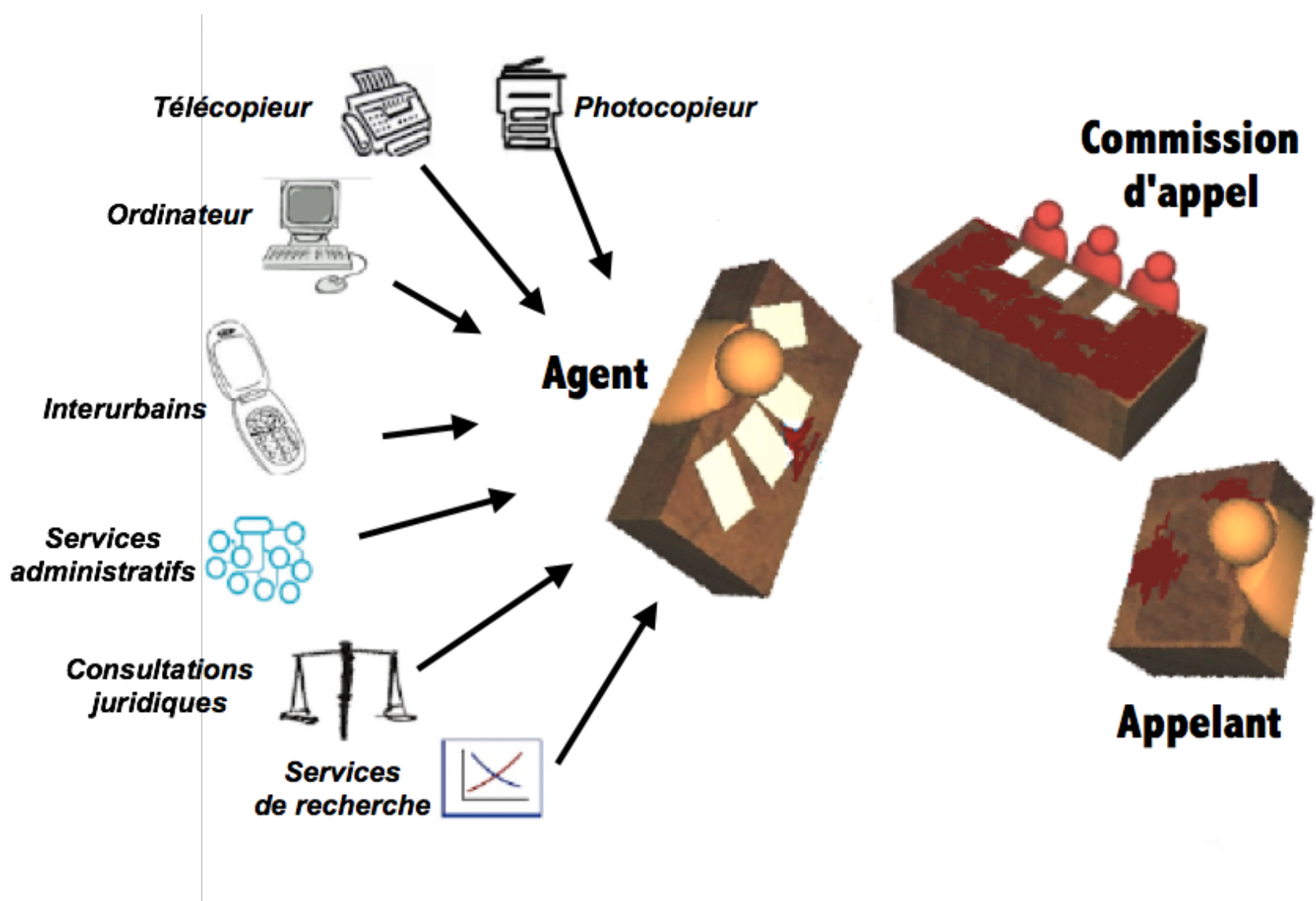
¹

Deux politiques différentes ont été adoptées lors de la crise du verglas survenue en janvier 2017 dans la Péninsule acadienne.

CLAUDE SNOW 2017 02 01 2850B

LA POLITIQUE DES MAINS VIDES

UN SYSTÈME D'APPEL QUI FAVORISE UNE PARTIE

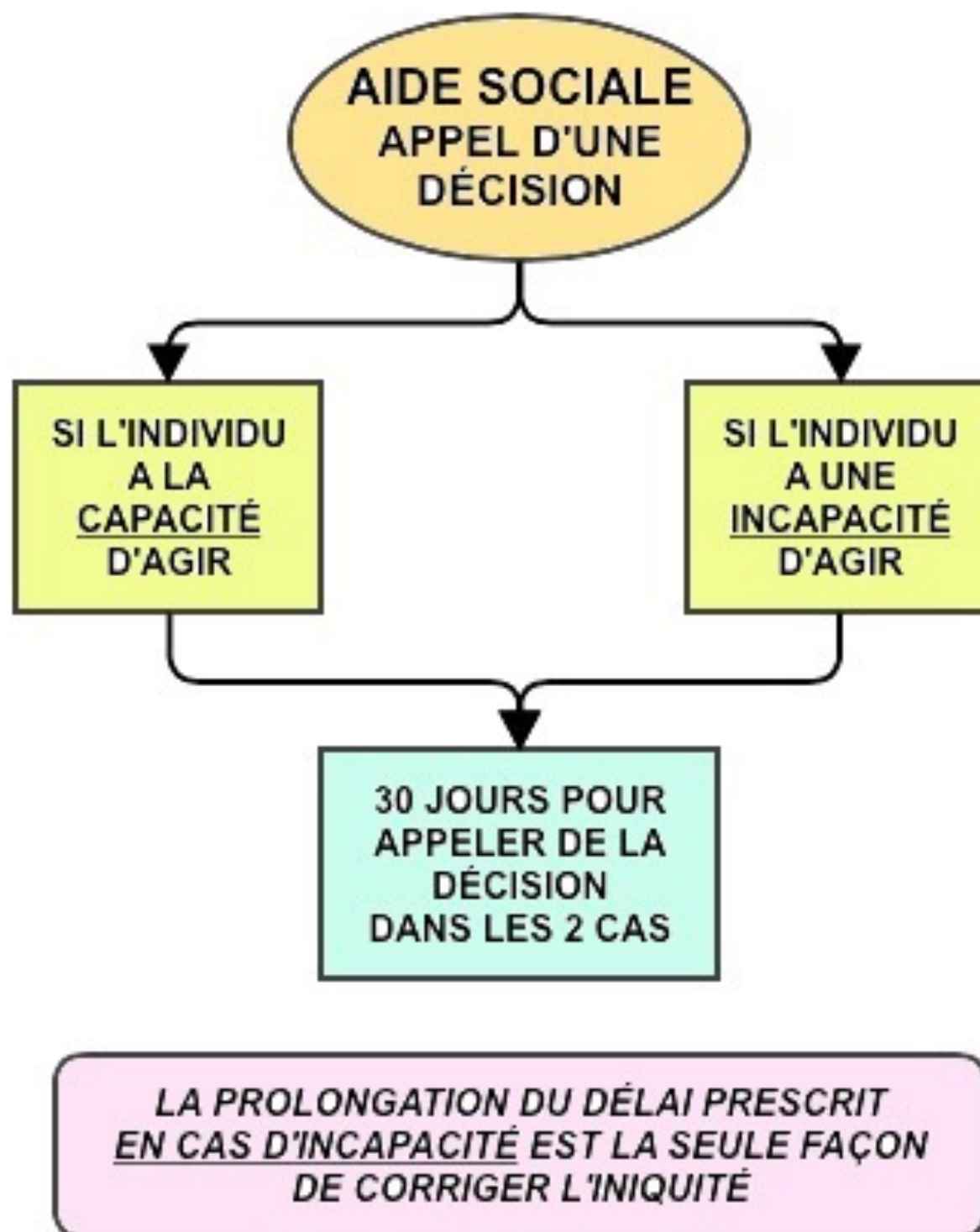


**Alors que l'agent a les bras chargés d'outils,
l'appelant a les mains vides.
La justice procédurale n'est pas une priorité.**

LA RÈGLE DE L'ÉQUITÉ

TRANSGRESSER LA LOI QUAND LA JUSTICE L'EXIGE

EXEMPLE D'UNE RÈGLE INÉQUITABLE



La loi, au NB, ne fait aucune distinction entre ceux qui sont capables ou incapables de porter les décisions en appel à l'intérieur des 30 jours prescrits.

S'EN TENIR À LA LETTRE, PLUTÔT QU'À L'ESPRIT
LE MANQUE DE JUGEMENT DANS L'APPLICATION D'UNE RÈGLE



Une mère et sa fille occupent deux appartements séparés, mais les deux ont le même compteur électrique.



Selon la règle, un même compteur signifie une colocation et donc, une «unité économique».

L'État pénalise donc les deux en privant l'une d'assistance, et en réduisant celle de l'autre.

OBLIGER À VENIR AU BUREAU

CHERCHER SON CHÈQUE



OBLIGER À RETOURNER L'AIDE VERSÉE

DANS LE CAS D'UN RETOUR À L'EMPLOI INFRUCTUEUX



**De telles politiques sont non seulement illégitimes
puisque la loi est muette à cet égard,
mais elles sont aussi insultantes et dégradantes.**

LES PROMESSES NON TENUES

NUISENT AUX RELATIONS DE CONFIANCE

Vous
n'avez pas
droit à ça!



Pourtant, vous
m'aviez dit
que oui, il y a
quelques
jours.

LE REFUS DE S'IDENTIFIER

EMPÊCHE DE JOINDRE LES AUTEURS DES LETTRES

Parfois, les
lettres ne
sont signées
qu'avec des
initiales



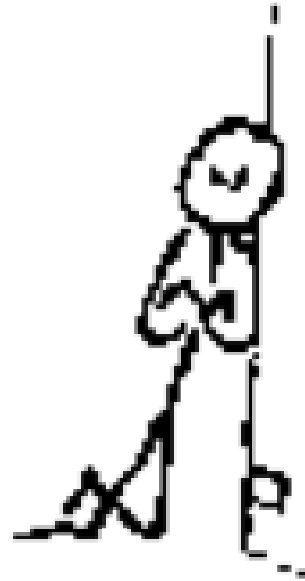
Impossible de tenir
responsable une
personne qui se
cache sous un
voile blanc

Les appels téléphoniques sont du poison pour les citoyens assistés. Les agents leur diront toujours qu'ils ont mal compris. L'anxiété, qui vient s'ajouter, est comme un pare-feu bloquant la communication.

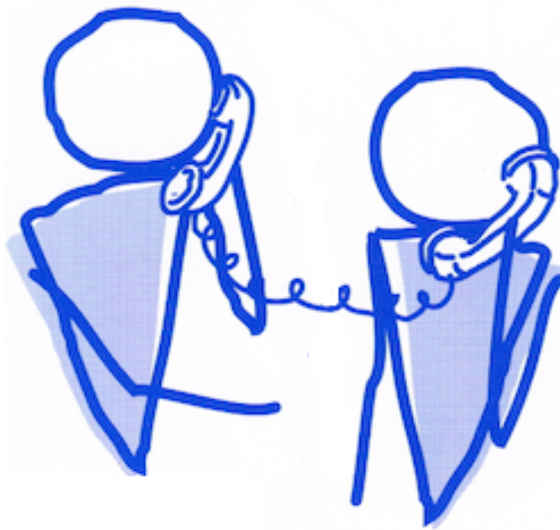
METTRE QUELQU'UN EN ATTENTE

N'OFFRE PAS UN SERVICE PONCTUEL

On se fait mettre
sur des listes
d'attente
et on attend...
on attend...



OBLIGER À UTILISER LE TÉLÉPHONE POUR PARLER À UN AGENT D'AIDE SOCIALE



**Les gens attendent des années pour un logement subventionné.
Lorsqu'ils se présentent au bureau, ils doivent se servir d'une
cabine téléphonique pour parler aux agents.**

**DIRIGER VERS UNE BANQUE ALIMENTAIRE
EST L'ÉQUIVALENT D'UN REFUS D'ASSISTANCE**

Les banques
alimentaires
écoulent les
restes abîmés



Aller quêter aux
banques
alimentaires est
humiliant

**RÉDUIRE L'AIDE VERSÉE AUX INAPTES À L'EMPLOI
EST UNE MANIÈRE DE LES PÉNALISER**



Quand une
personne est au
bout du rouleau, le
travail n'est pas
une solution

**Plutôt que de verser des prestations spéciales
en nourriture, les agents dirigent les demandeurs
vers des banques alimentaires subventionnées
par l'État. La qualité des aliments laisse à désirer.**

À FORCE DE PRESSION

DES CITOYENS ORDINAIRES FONT CHANGER LES RÈGLES¹



Elle a fait abolir la règle voulant que les cadeaux soient déduits des prestations versées.



Il a fait reculer l'État qui avait adopté une règle privant les citoyens de leur droit d'appel.



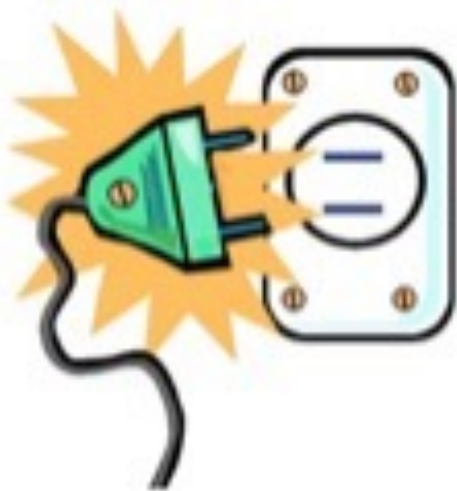
Elle a fait adopter la règle voulant qu'une personne assistée puisse emprunter une auto sans être pénalisée.

¹

Les gains ont été obtenus par Mme G. Richard en mars 2013, par M. G. Roussel en juin 2012 et par Mme N. Benoit en mars 2013.

À FORCE DE PRESSION

DES INJUSTICES ONT ÉTÉ CORRIGÉES

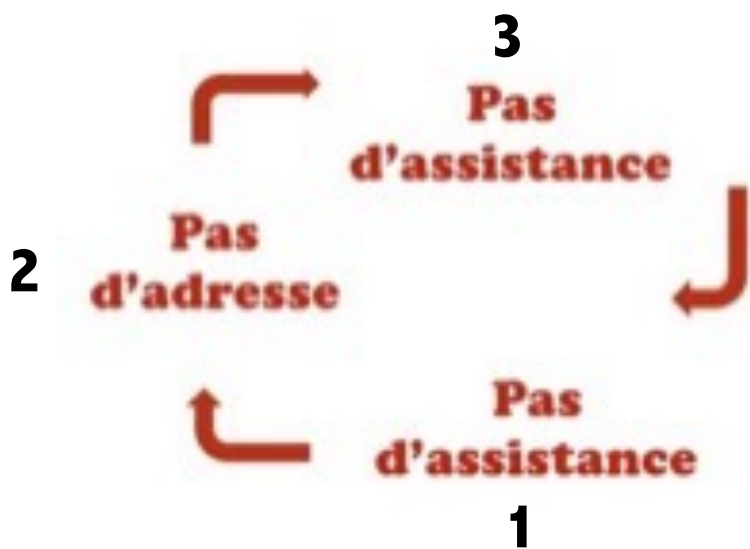


Avant

«Pas d'électricité, pas d'assistance!»

Maintenant

Tu as droit à l'assistance, même si tu es sans eau, sans égout et sans électricité.



Avant

«T'as pas d'adresse fixe? T'as pas le droit à l'assistance!»

Maintenant

Tu peux nous donner une adresse temporaire et tu auras de l'assistance. Fin du cercle vicieux.

**L'État avait adopté ces 2 politiques pour refuser l'assistance.
La première était contre la loi et la seconde était un piège.
Ces deux politiques ont été supprimées.**

À FORCE DE PRESSION

DES RÈGLES ONT ÉTÉ ASSOUPPLIES



Avant

«Organise-toi toi-même si tu ne peux pas payer ton électricité.»

Maintenant

On peut t'offrir une aide sous forme de garantie, voir au dépôt et faire des paiements directs.



Avant

«Tu te sépares à l'amiable? Tu dois avoir une séparation légale pour avoir droit à l'assistance!»

Maintenant

Tu ne perds pas ton assistance même si tu te sépares à l'amiable.

L'État avait l'habitude de se laver les mains concernant le paiement de l'électricité, laissant pour compte les gens dépourvus. Cette politique a été modifiée et il accepte maintenant de se porter garant dans les cas d'insolvabilité. Il considère aussi maintenant les séparations amicales au même titre que les séparations légales.

À FORCE DE PRESSION

DES PRIVILÈGES DEVENUS DES DROITS



Avant

«On n'a pas le temps de mettre toutes nos décisions par écrit et de te fournir des explications.»

Maintenant

Toutes nos décisions sont écrites. Tu as droit d'avoir les raisons du refus.



Avant

«Appelle-nous si tu veux plus d'information.»

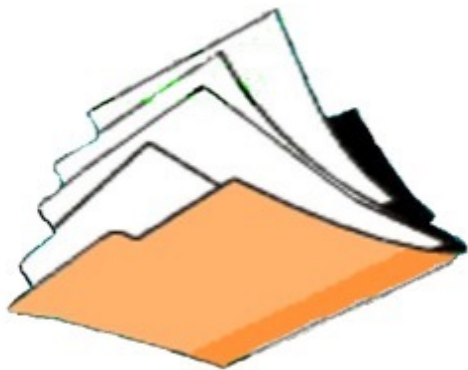
Maintenant

On va te fournir un calcul détaillé de ton assistance. Si t'as eu un trop-payé, on te fournira un bilan détaillé.

Avant, l'État ne respectait pas la loi et donnait des décisions verbales, affirmant qu'il était trop occupé pour émettre des décisions écrites. Il y avait beaucoup d'erreurs et de malentendus. Les décisions sont maintenant écrites et les citoyens ont accès à un relevé détaillé de leurs prestations.

À FORCE DE PRESSION

LES CITOYENS ASSISTÉS SONT UN PEU PLUS LIBRES



Avant

«Si tu veux voir ton dossier, dis-nous pourquoi et fais une demande écrite.»

Maintenant

Tu peux voir ton dossier et en demander une copie sans nous donner les raisons. Tu peux le demander oralement si tu ne peux pas écrire.



Avant

«Tu vas en appel? On donne pas d'information avant l'audience pour pas influencer la décision.»

Maintenant

On peut te remettre des documents avant l'audience pour te préparer.

Avant, les citoyens avaient énormément de difficulté à obtenir des copies de leurs fichiers. L'État exigeait qu'ils fassent une demande par écrit, ce qui n'est plus le cas. Les appelants reçoivent aussi une copie partielle de leur dossier, 3 jours à l'avance.

DES PETITS GROUPES

SE MOBILISENT ET PRENNENT LEUR PLACE
À CÔTÉ DES PLUS GROS

Groupes
de pression



«**Baissez
les taxes!**»



«**Soulagez
la classe
moyenne!**»



«**Protégez
les
pauvres!**»



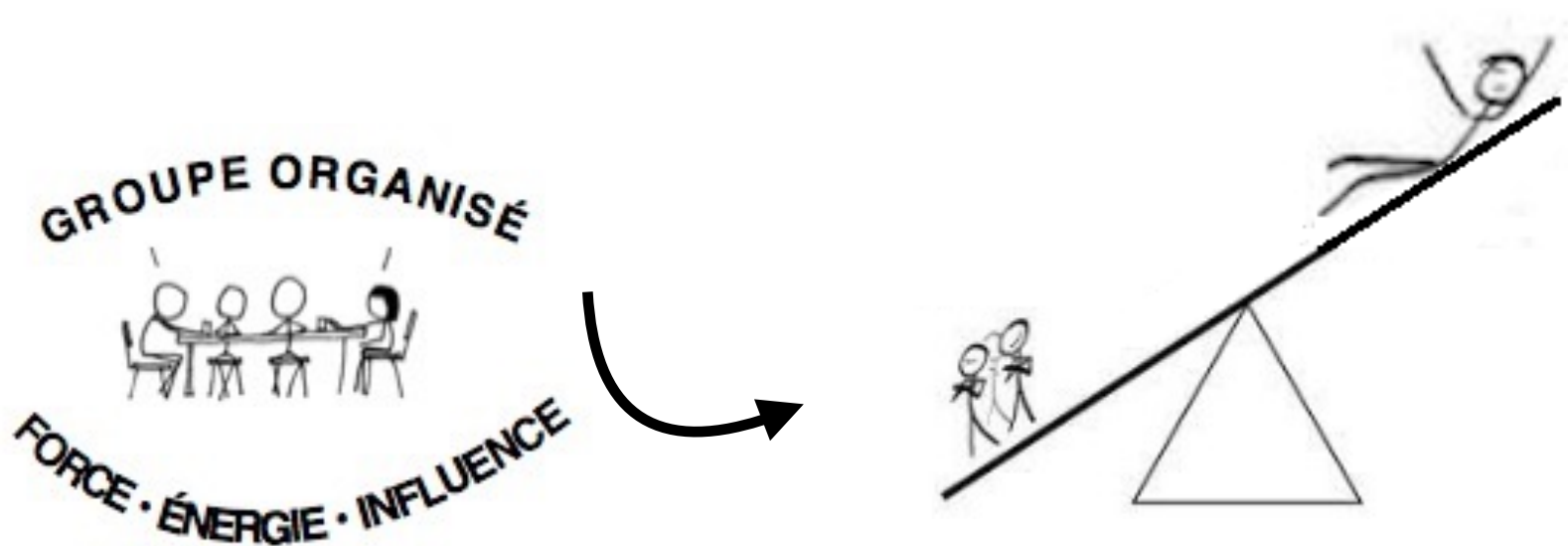
LEADERS
COMMUNAUTAIRES
UTILISENT LEURS
CONTACTS ET
INFLUENCE

ET INFLUENCER
ENSUITE LE
PROCESSUS
POLITIQUE

POUR OBTENIR
DES FONDS PRIVÉS
ET CRÉER DES
COMMUNAUTÉS
«VIBRANTES»

**Différents groupes d'intérêt font pression sur l'État
et cherchent chez lui une oreille sympathique.
Un petit groupe organisé qui milite pour les pauvres
peut également attirer l'attention de l'État.**

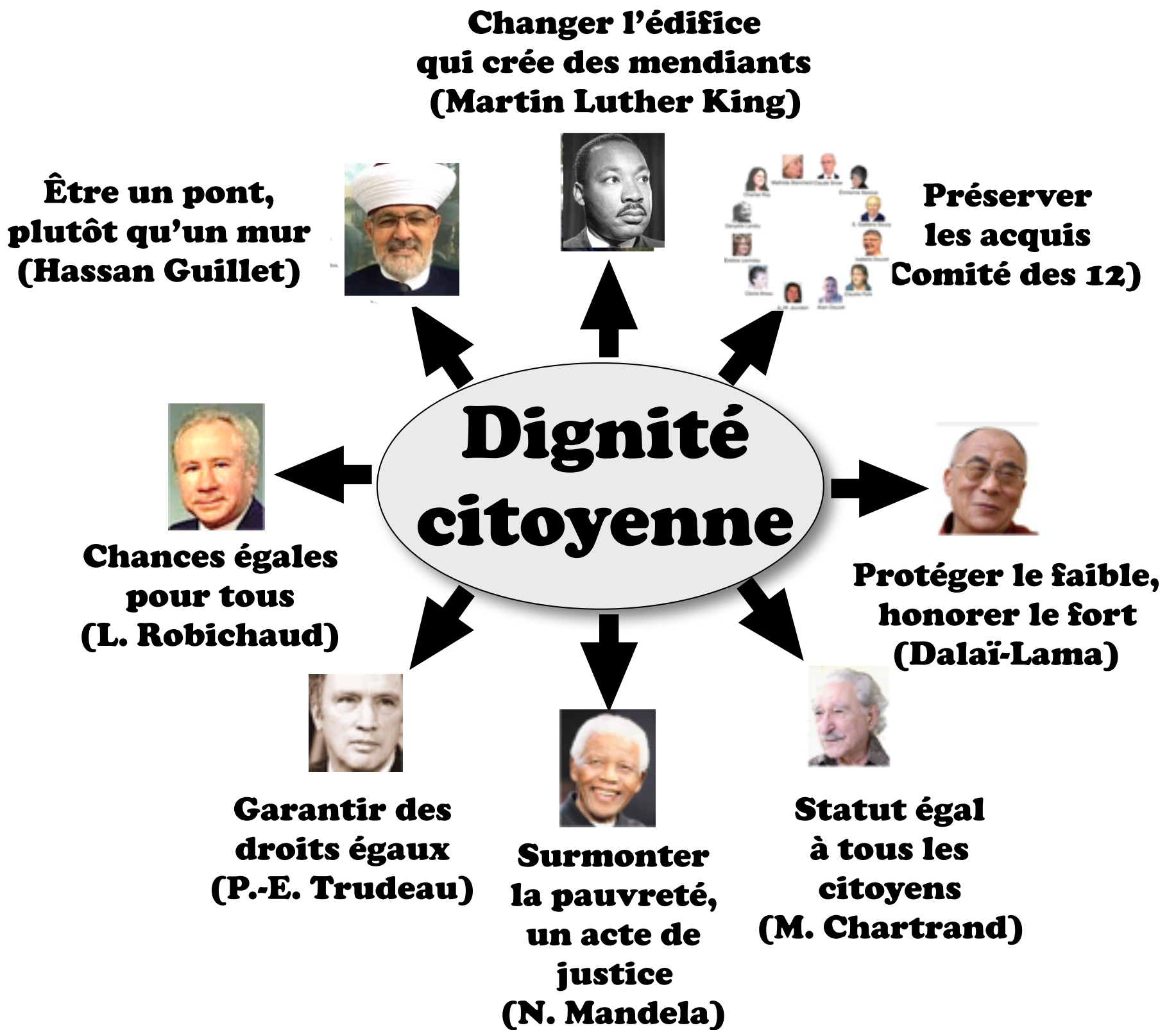
LA SOCIÉTÉ DEVIENT PLUS HUMAINE LORSQUE GOLIATH SE MET À CRAINDRE DAVID



Les pressions exercent une influence et l'influence conduit au changement. Un petit groupe qui exerce une pression sur l'État peut exercer une influence susceptible d'entraîner des changements et du progrès. Ceux qui s'organisent et qui unissent leur énergie peuvent utiliser leur pouvoir pour influencer les décisions concernant la pauvreté, l'oppression et l'inégalité.

DE BONNES NOUVELLES!

LES VALEURS ÉMERGENTES POINTENT VERS LA DIGNITÉ



L'égalité des droits, la protection des faibles, la préservation des avantages acquis et l'égalité des chances, tout cela fait partie du mouvement actuel et traduit une tendance à gagner plus de dignité pour tous les citoyens, quel que soit leur statut.

LES PAUVRES:

L'engagement public et personnel

**Une mère séparée est
privée d'assistance
parce qu'elle reçoit la
visite du père de son
enfant**

**Difficile de
croire que
l'oppression est
poussée à ce
point.**



**La scène se passe
devant son fils apeuré**

Comment l'aider?

La conduire à la banque alimentaire?



Elle aura à manger...

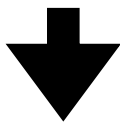
- **un dépannage**
- **qui la soulagera...**
- **mais la solution n'est pas durable; le système restera pareil**
- **et à long terme, rien de réglé**

LES BONNES OEUVRES FONT DU BIEN

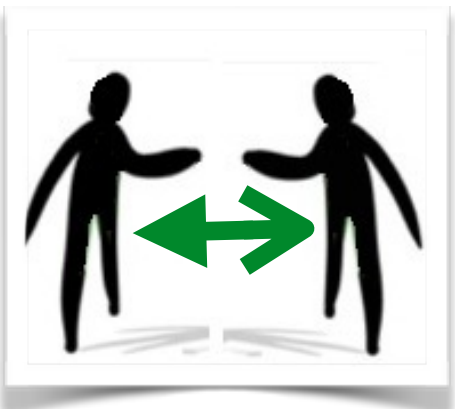
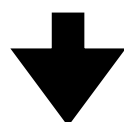
MAIS NE SONT PAS NORMALISANTES



Donner par charité
Le fort donne au faible
Le faible se sent dévalorisé



Donner pour secourir
C'est déjà mieux, mais
le faible se sent redevable



Donner par devoir,
d'un citoyen à un autre
Les 2 se sentent valorisés

**L'attitude face aux pauvres a évolué.
Le courant actuel vise à normaliser les échanges avec eux.**

La bienfaisance a changé de forme

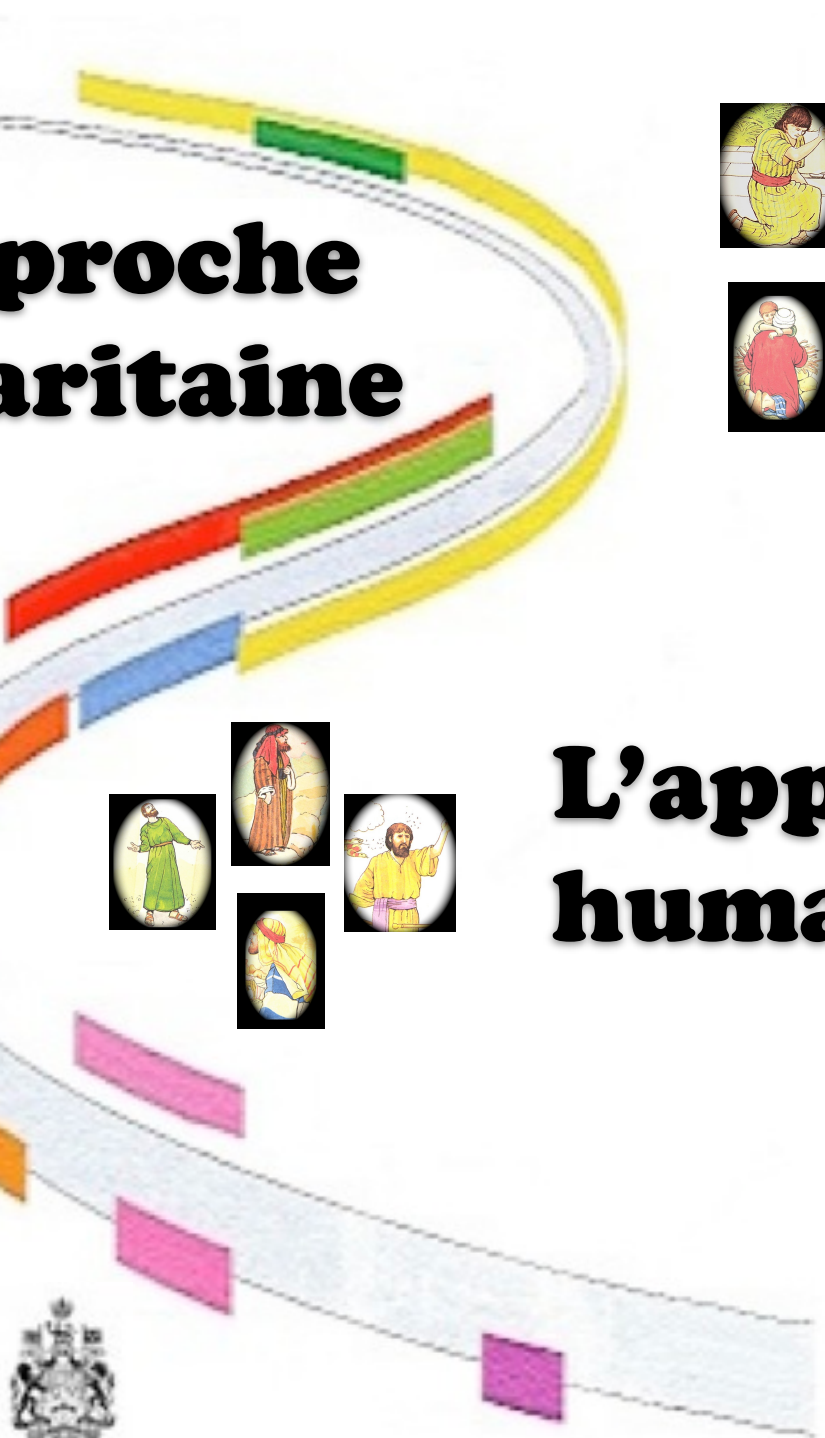
L'approche samaritaine



L'approche humaniste



L'approche citoyenne

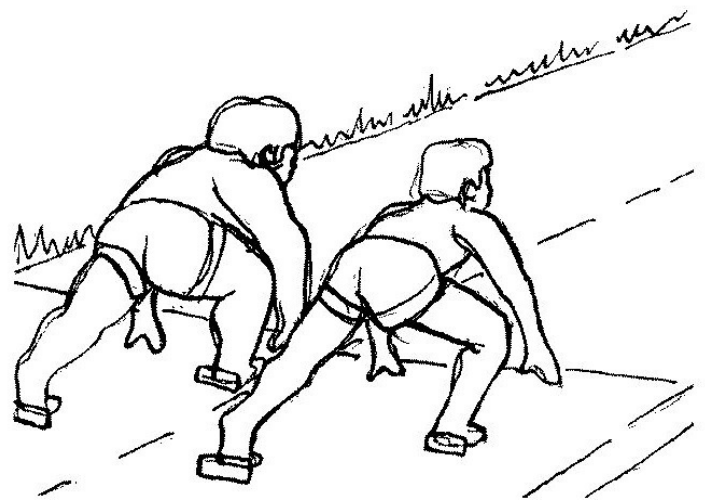


Les plus vulnérables sont les plus difficiles à rejoindre



- **Problèmes indéfinissables**
- **Pensée magique et tabous**
- **Rythme de vie erratique**
- **Complexés et angoissés**
- **Tombent entre 2 chaises**
- **Peuvent être récalcitrants**

Les plus frêles ne peuvent plus suivre



-
- **Dossiers informatisés**
 - **Nombreuses contraintes**
 - **Silence avant sécurité**
 - **Doute de la bonne foi**
 - **Acharnement**
-

**On n'avait jamais prévu que les progrès technologiques
allaient faire autant de perdants.**

**Pour assurer
une plus grande normalité**

L'engagement public

**Examiner de plus près la façon
dont les pauvres sont traités**

L'engagement personnel

**Rien de mieux qu'un humain
pour aider un humain**

**PRENDRE DES DÉCISIONS AU CAS PAR CAS
DANS LES CAS PARTICULIERS POUR ASSURER L'ÉQUITÉ**

L'aide sociale est un travail social qui nécessite un jugement professionnel



Les interventions professionnelles assurent des services de meilleure qualité

**ON DEVRAIT DIRE: «JE VAIS Y VOIR»
PLUTÔT QUE: «C'EST TON PROBLÈME»**

Les agents devraient se sentir responsables de trouver des solutions



S'ils disaient: «On va y voir!», cela susciterait de l'espoir

UNE AGENCE DE «SERVICES SOCIAUX»

DEVRAIT RENCONTRER LES GENS FACE À FACE

Les rencontres permettent d'évaluer les faits réels, et non les apparences

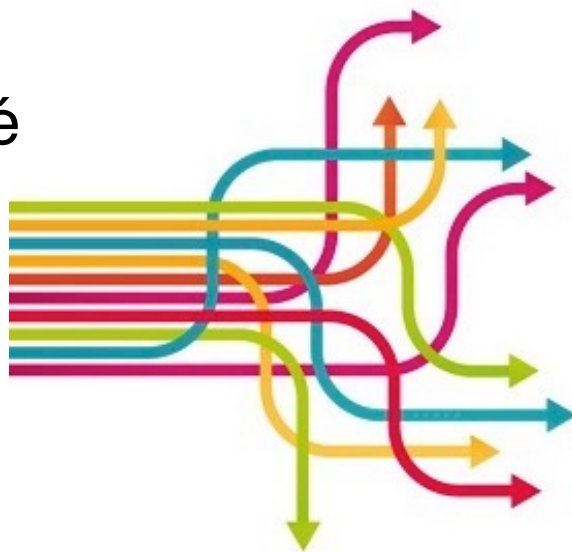


et d'être plus attentif au besoin

ON DEVRAIT SIMPLIFIER LES PROCÉDURES

POUR DONNER ACCÈS À TOUS CEUX DANS LE BESOIN

Utiliser un langage plus simple, adapté aux gens ordinaires

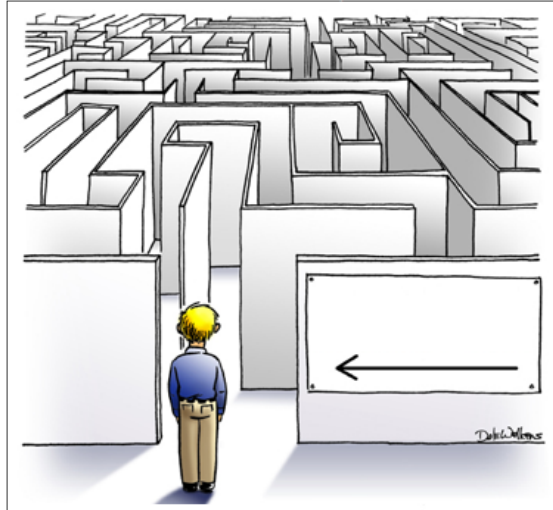


rendrait les règles plus compréhensibles

ON DEVRAIT RENSEIGNER LES GENS

AU SUJET DE LEURS DROITS ET DES MOYENS À PRENDRE

Fournir aux gens de l'information sûre et complète et par écrit



Ce qui exige un bagage de connaissances, et d'expérience

ON DEVRAIT OFFRIR AUX GENS INCAPABLES

DES SERVICES D'AIDE PRATIQUE POUR LES ACCOMMODER

Accompagner les gens en leur offrant des services d'aide pratique

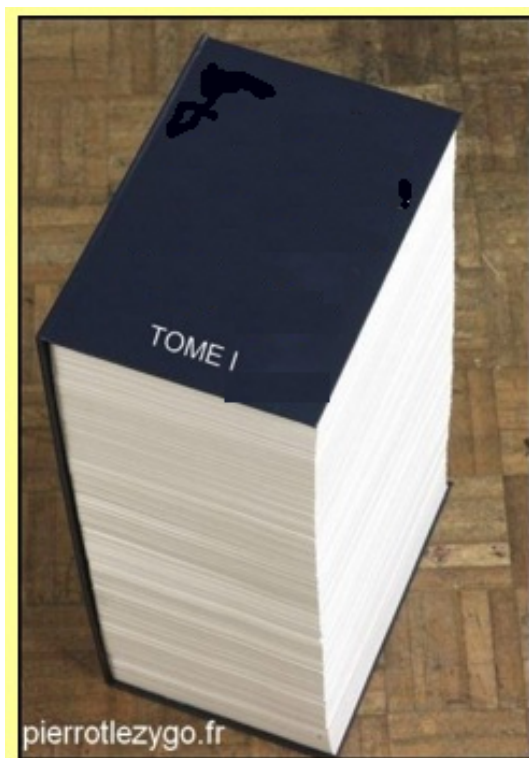


Par exemple, les aider à écrire des lettres, à remplir les formules et à négocier des ententes.

ON DEVRAIT VULGARISER LA LOI

POUR LA RENDRE ACCESSIBLE AU GRAND PUBLIC

Vulgariser
l'information
donne aux
gens un
pouvoir d'agir

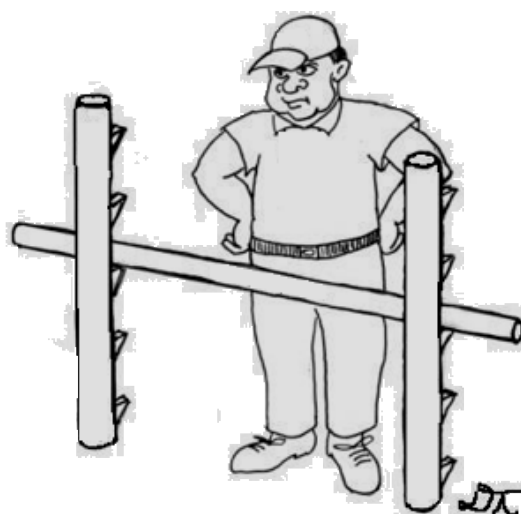


Les gens
peuvent alors
remettre en
cause les
règles
boiteuses

ON DEVRAIT BAISSER LA BARRE

PLUTÔT QUE DE LAISSER LES GENS FRAGILES SANS SERVICE

Trop de gens
sont laissés
pour compte
quand la barre
est haute



Les règles trop
dures doivent
être mitigées

RÉDUIRE L'IMPÔT

POUR RÉDUIRE LA PAUVRETÉ?

Selon Revenu Canada, le quart des hommes et presque la moitié des femmes ne gagnent pas le minimum requis pour payer de l'impôt. Ils ne peuvent donc pas bénéficier des crédits d'impôt.



L'annonce des réductions d'impôt n'affecte pas les personnes âgées à faible revenu puisque la majorité des aînés qui gagnent 15 000 \$ par année ne paient pas d'impôt. Un grand nombre de personnes âgées dans la province se situent dans cette catégorie.

RALPH SMITH
Président de la Fédération
des citoyens et citoyennes aînés
du Nouveau-Brunswick inc.
Moncton

L'Acadie Nouvelle, 24 mars 2009

**UNE AGENCE DE «SERVICES SOCIAUX»
DEVRAIT RENCONTRER LES GENS FACE À FACE**

Les provinces demandent
davantage pour les
programmes sociaux¹

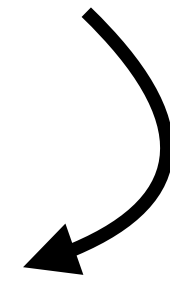
De 1995 à 1998, le gouvernement fédéral a diminué de 6,2 milliards \$ par année le montant versé aux provinces pour la santé, l'aide sociale et l'éducation.

¹ L'Acadie Nouvelle, 16 juin 1998.

LE VIRAGE

QUE L'ÉTAT DEVRAIT PRENDRE

**services
humains
accueillants**



**Écouter
et rassurer**



**Simplifier
l'accès**



**Enlever
les pièges**



**Diminuer
les enquêtes**



**Assouplir
les règles**



CHACUN PEUT JOUER UN RÔLE EN S'INTÉRESSANT À LA CAUSE



- Tous peuvent faire quelque chose pour lutter contre la pauvreté.
- Par exemple, sensibiliser son entourage, lutter contre les préjugés, appuyer les militants et dénoncer l'inacceptable.
- Prendre parti pour les défavorisés et rejoindre les groupes d'intérêt qui les défendent sont également de bons moyens.

**«Quand je donne à manger aux pauvres,
on dit que je suis un saint. Mais quand je
demande pourquoi les pauvres ont faim,
on dit que je suis communiste.»
Dom Helder Camara, évêque du Brésil**

**SE DONNER À UNE CAUSE, OUI
MAIS IL FAUT SE POSER DES QUESTIONS**

Est-ce que ce que je fais:

- Est **normalisant**?
- Favorise une plus grande **dignité**?
- Permet à la société de **progresser**?



**COMMENCER PAR DÉMOLIR LE MUR
DE L'INCONSCIENCE ET DE L'INDIFFÉRENCE**



**La pauvreté
n'existe pas**



**C'est une
affaire privée**

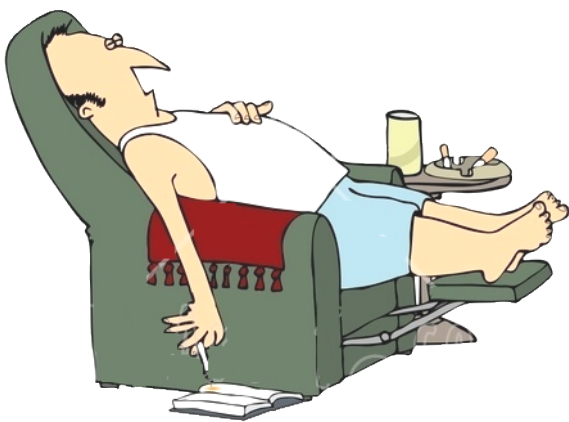


**J'en ai
ras-le-bol**

**Se fermer les yeux et les oreilles vis-à-vis la pauvreté
rend les gens imperméables à la souffrance humaine.
La sensibilisation des élus et l'éducation populaire
doivent être de tous les instants.**

ATTAQUER LES MYTHES

QUI BLINDENT CONTRE LA SOUFFRANCE HUMAINE



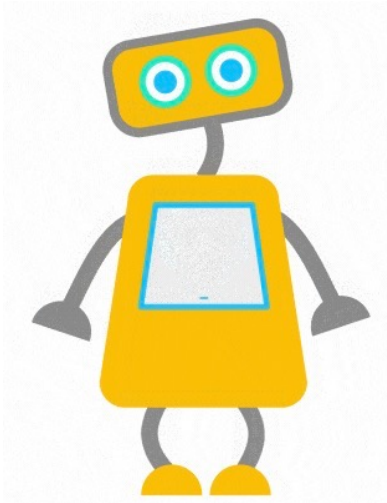
- Un mythe est une fausse croyance, alors qu'un préjugé est une opinion gratuite et sans fondement. Les deux sont nuisibles, et malheureusement, sont largement répandus.
- Il faut remettre en cause les jugements de valeur qui discréditent les pauvres. Ils attaquent leur réputation, leur dignité, leur fierté et leur estime de soi.
- L'un des préjugés les plus courants est que les pauvres le sont parce qu'ils le veulent ainsi.

IL FAUT RESTER VIGILANTS

CAR D'AUTRES MENACES PLANENT À L'HORIZON



- L'auto-assistance est une façon polie de fermer la porte au nez et de refuser l'assistance.



- Selon la Banque mondiale, entre 1990 et 2007, 670 000 emplois ont été détruits. Les individus ont été remplacés par des robots.

**Chez Amazon, les robots rangent et transportent.
Aucune présence humaine. Toutes les tâches
de manutention sont effectuées par des robots.**

Source: Extraits d'une vidéo sur la robotisation produite par Le Monde,
voir: lemonde.fr/videos

CLAUDE SNOW 2017 12 01 2898

L'ÉVOLUTION DES MOEURS

ENTRAÎNE UN CHANGEMENT DE MENTALITÉ

AVANT

- Justice
- Pitié
- Crainte
- Soumission



Salomon

PLUS TARD

- Humanisme
- Sagesse
- Droits humains
- Justice naturelle



Thomas d'Aquin

AUJOURD'HUI

- Équité
- Dignité citoyenne
- Affirmation
- Normalisation



W. Wolfensberger

LA MARCHÉ VERS LA JUSTICE SOCIALE

SE FAIT PAS À PAS, À COUPS DE LUTTES

1965

**Chances égales
(équité)**



**Industrie du
bénévolat et
de l'entraide**



**Justice sociale
plutôt que
partage
volontaire**



2035 ?

L'ÉTAT PEUT S'EN SORTIR

S'IL SE MONTRE PLUS FLEXIBLE ET ACCUEILLANT



**ET QU'IL ADOPTE DES MESURES VARIABLES
SELON LES PARTICULARITÉS DE CHACUN**